

03/09/2025

Soutien sans faille à la lutte armée de la Résistance palestinienne contre tous les sionistes

La Résistance palestinienne mène la guérilla urbaine

Dans un article fort intéressant publié par Orient XXI le 1^{er} septembre, Leïla Seurat se penche sur les actions de la Résistance armée à Gaza^[1], et, en particulier des Brigades Al-Qassam, la branche armée du Hamas.

Elle annonce la couleur en disant, dès son introduction : « *L'adaptation de ses tactiques à un combat urbain que l'organisation maîtrise rend difficile pour les troupes israéliennes l'occupation de la bande, malgré leur nette supériorité militaire.* ».

Elle explique que l'effondrement des fronts extérieurs (cessez-le-feu au Liban, chute du régime baasiste en Syrie) et la rupture du cessez-le-feu par l'État colonial sioniste en mars 2025 ont mis en difficulté la Résistance : « *Après la rupture du cessez-le-feu en mars 2025, Israël a d'abord concentré ses efforts sur les bombardements aériens, limitant les incursions terrestres. L'absence de combats urbains a empêché le Hamas de prendre l'initiative, le réduisant souvent au rôle de spectateur impuissant face aux massacres.* ».

Le descriptif qui suit donne une idée de l'action de la Résistance et de ses réussites : « *Le 20 avril 2025, un petit groupe de combattants a organisé une embuscade depuis un tunnel à Beit Hanoun, dans le nord de Gaza, dans une « zone tampon » contrôlée par Israël. Utilisant des lance-roquettes et des bombes artisanales, ils ont renversé un véhicule militaire israélien, tué un soldat et blessé plusieurs autres. Depuis, des groupes similaires ont multiplié ces actions à travers la bande. Le 24 juin, les Brigades Al-Qassam, la branche armée du Hamas, ont tué sept soldats israéliens à Khan Younès, dans le sud de l'enclave. Le 7 juillet, encore à Beit Hanoun, ils ont attaqué un convoi de chars à quelques mètres de la frontière, tuant cinq soldats et en blessant quatorze. Le 15 juillet, à Jabaliya, toujours dans le nord, trois autres soldats ont été tués dans une embuscade visant une équipe d'ingénieurs israéliens. Le 22 juillet, à Deir El-Balah, une opération a ciblé un convoi militaire et un char de combat Merkava.* ».

Leïla Seurat insiste ensuite sur les atouts de la Résistance et notamment des Brigades Al-Qassam ; d'abord, de nombreux Gazaouis perçoivent désormais la guerre comme une entreprise d'extermination ; ensuite, de jeunes Palestiniens non formés rejoignent de plus en plus la Résistance et surtout les Brigades Al-Qassam pour mener des actions de guérilla. Malgré les bombardements et la fragmentation du territoire, la capacité d'action armée n'est pas éradiquée. Enfin, elle nous explique que le Hamas a conservé un atout maître : son réseau de tunnels. « *Même après des mois de bombardements et l'usage de technologies avancées, Israël n'a pas réussi à détruire cet État souterrain, qui permet de cacher des otages, de protéger les combattants et de lancer des attaques. Cette incapacité est la marque de l'asymétrie du conflit : d'un côté, des systèmes d'armement sophistiqués et coûteux, de l'autre, des roquettes artisanales et des tunnels.* ».

On y apprend une chose importante, c'est que le Hamas a resserré ses liens avec les autres organisations à Gaza : « *Leur salle des opérations communes, créée en 2006, coordonne désormais une douzaine d'organisations palestiniennes.* ».

La conclusion de Leïla Seurat est particulièrement éclairante : « *Netanyahu tente désormais de pousser l'armée à entrer dans les tunnels de Gaza-ville, malgré l'opposition des responsables militaires qui estiment qu'une telle opération prendrait plus d'un an et serait extrêmement dangereuse. Faute d'avoir atteint ses objectifs contre le*

Hamas, Israël a intensifié ses attaques au Liban, en Syrie, au Yémen et même contre l'Iran, pour détourner l'attention de son échec à Gaza. Ainsi se creuse un gouffre entre l'image de la guerre que le gouvernement israélien veut projeter et la réalité sur le terrain. ».

Cet article documenté confirme ce que nous écrivons depuis longtemps. La guerre terrestre n'est pas à l'avantage de l'armée d'occupation sioniste. Il est bien plus facile de bombarder et de tirer sur des civils désarmés. Même dans les zones que les sionistes croient contrôler, ils se font attaquer. Ainsi, il y a quelques jours, les Brigades Al-Qassam ont probablement capturé quatre soldats sionistes, en tout cas, leur armée d'occupation les annonce manquants, alors qu'elle a récupéré blessés et morts après l'opération de la Résistance.

Il semble que le porte-parole des Brigades, Abu Obeida, ait été tué par les sionistes. Nous savons que la Résistance a perdu nombre de dirigeants, mais que cela ne l'a pas empêché de continuer à combattre. Comme dit le Chant des partisans : *« Ami, si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place »*. Nous saluons la mémoire du Résistant Abu Obeida, dont le dernier message a permis à la fois de dénoncer la complicité des régimes arabes avec le génocide et de galvaniser les forces de la Résistance.

Des nouvelles du quotidien, pas reluisantes, mais éclairantes

Le quotidien de l'impunité sioniste

L'État colonial sioniste a assassiné presque tout le gouvernement du Yémen, sans aucune réaction de la plupart des États du monde. Imaginons ce qu'elles auraient été si l'Iran avait ainsi exécuté la plupart du cabinet Netanyahu... Mais, là, rien. Au passage, pratiquement aucun journaliste ne prend la peine de nous dire que le premier ministre Ahmed Al-Rahawi était un civil et non un milicien houthi, membre du Congrès Général du Peuple, un parti nationaliste arabe.

Le quotidien des idiots utiles du sionisme

L'universitaire Jean-Pierre Filiu, professeur à Sciences Po, bénéficie d'une tribune dans *Le Monde*, où il délivre une chronique. La dernière, en date du 31 août dernier a pour titre *« L'écrasante responsabilité du Hamas dans la catastrophe palestinienne »*. On y lit donc, que le Hamas, désigné encore une fois comme seul, au lieu de la Résistance nationale palestinienne *« au lieu d'accorder la priorité à l'intégrité du peuple palestinien, n'a cessé de fournir à Israël des prétextes pour dévaster la bande de Gaza »*. Cette rhétorique est bien connue, c'est celle qui dit qu'il aurait mieux valu qu'il n'y ait pas l'opération « Déluge d'Al-Aqsa », celle des partisans de la paix coloniale de la pseudo « solution à deux États », de la poussière sur le tapis. Comme l'offensive du Têt au Vietnam, l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » a remis la question palestinienne sur le devant de la scène et donné un coup de fouet à l'action de la Résistance pour obtenir la libération totale de la Palestine.

Le très atlantiste Edwy Plenel de *Mediapart* a relayé la tribune ; le même nie le caractère génocidaire de la situation à Gaza. On a les amis qu'on mérite. Taper sur la Résistance au moment où les massacres s'intensifient est vraiment une opération pitoyable qui cache mal qu'elle sert de paravent à l'État colonial sioniste !

Dans sa *« Réponse à Jean-Pierre Filiu »*, Muzna Shihabi, Palestinienne de Cisjordanie réfugiée en France, écrit en conclusion : *« Il est facile, depuis Paris, d'accuser les Palestiniens ; plus difficile d'admettre que l'Europe a fabriqué ce drame, qu'elle en reste complice, et qu'elle préfère accuser les victimes pour effacer son rôle. Le verdict de l'histoire n'est pas celui que Filiu nous dicte. Il est limpide : la Palestine n'a pas été détruite par ses enfants, mais par ceux qui, depuis un siècle, s'acharnent à lui voler son ciel, sa terre et sa mémoire. »*.

Le quotidien des faux anticolonialistes

Nous avons évoqué, la semaine dernière, la position de Rima Hassan sur le Sahara occidental. Loin de s'excuser, de parler d'erreur, elle persiste et signe. Pour elle, les situations du Sahara occidental et de la Palestine ne sont pas comparables, parce que les colons de Palestine sont venus d'Europe et ceux du Sahara occidental sont des voisins non européens. Il y a donc un bon et un mauvais colonialisme. Interviewée par un medium espagnol, évitant soigneusement d'évoquer le Front Polisario, elle finit par devoir répondre à la question, on ne peut plus claire : *« Soutenez-vous le Front Polisario ? »*. La réponse est édifiante : *« Je n'ai pas d'opinion sur le Front Polisario. Le conflit est en réalité gelé. Nous devons avancer dans les négociations et reprendre le dialogue. À mon avis, il n'y a pas de solution militaire. »*. Cette critique à peine voilée de la reprise des armes annoncée par le Polisario le 13 novembre 2020 rejoint finalement les positions de LFI sur la question palestinienne qui refuse de soutenir la Résistance armée et condamne même l'opération « Déluge d'Al-Aqsa ». La référence de Rima Hassan à Larbi Ben M'Hidi, du temps de son voyage en bateau, n'était-elle, finalement, que poudre aux yeux ?

On ne peut pas tenir une position « à moitié anticolonialiste », cela revient à cautionner les impérialistes et leurs supplétifs (État colonial sioniste et État monarchique marocain) qui organisent la colonisation au grand bonheur des multinationales occidentales.

Il n'existe pas de réelle opposition politique dans l'entité sioniste

Nous revenons sur la présentation qui est faite dans les *media*, en France, de la situation coloniale en Palestine. Si quelques voix de sionistes fanatiques nient encore le génocide, la majorité de nos véhicules de l'idéologie dominante s'est mise à la page et délivre un autre récit, celui qui met toutes les responsabilités sur « Netanyahu d'extrême-droite », pour mieux exonérer le sionisme en général et le sionisme de gauche en particulier.

Le scénario est désormais bien rodé. Il suffit qu'une voix s'élève contre le Netanyahu et son gouvernement, qu'un geste de dissidence apparaisse dans l'espace politique ou public de l'entité sioniste, pour que les *media* français réactivent un vieux récit rassurant : celui d'une opposition démocratique, voire progressiste, dressée face à un gouvernement d'extrême droite qui ne serait, au fond, qu'une parenthèse autoritaire dans l'histoire de l'État démocratique et exemplaire qu'est l'État colonial sioniste. Ainsi, lorsque des centaines de milliers de personnes descendent dans la rue pour s'opposer au projet de Netanyahu de maintenir un contrôle militaire permanent sur Gaza, les *media* présentent ces mobilisations comme des appels pacifistes, ou humanistes contre la guerre. Cette lecture occulte pourtant leur véritable objectif, qui est avant tout la libération des captifs. La fin du conflit y apparaît non comme une revendication en soi, mais comme un prix nécessaire, le seul moyen d'y parvenir. Le génocide en cours à Gaza et la catastrophe humanitaire qui frappe les Palestiniens restent largement absents de ces discours.

Les sondages le confirment : en juin 2025, selon l'Institut israélien de la démocratie, 76,5 % des citoyens de l'entité sioniste estiment qu'il ne faut pas prendre en compte la souffrance des Palestiniens dans « *la planification de la poursuite des opérations militaires* ». Seule une minorité marginale en fait état dans sa mobilisation, elle-même fragmentée : d'un côté, un groupe représenté par *Standing Together*, qui dénonce les crimes commis à Gaza, mais sans parler de génocide, affirmant que le problème vient du gouvernement d'extrême droite et que la société sioniste mérite mieux que ses dirigeants ; de l'autre, un groupe anticolonial, qui dénonce le génocide et le relie directement à la politique coloniale poursuivie par l'entité sioniste depuis la fondation de l'État.

Nous sommes confrontés à la même logique lorsque des réservistes refusent de participer au énième épisode du génocide. L'idéologie dominante, chez nous, déverse le conte du réveil d'une armée « morale », tout en passant sous silence le caractère tardif de cette prise de parole, comme le fait que beaucoup de ces gens ont participé activement au génocide perpétré à Gaza, sans parler qu'ils obéissent souvent à des motivations individualistes et surtout à la peur de la confrontation avec la Résistance armée. Certes, quelques jeunes ont refusé de participer à quelque opération militaire que ce soit, ils risquent d'ailleurs jusqu'à 15 ans de prison, mais ils sont marginaux et marginalisés. La majorité, comme l'a rapporté le *New York Times*, se contente de ne pas se présenter sans afficher quelque conviction pacifiste ou quelque émoi devant le massacre des civils palestiniens.

Il s'agit, pour nos *media*, de cacher une vérité fondamentale. L'opposition politique à Netanyahu, que l'ont peut qualifier de centre gauche, la Parti travailliste ayant perdu depuis longtemps sa place première, organisé autour de YaïrLapid, ne diverge pas avec le gouvernement actuel sur l'essentiel : la réalisation du projet sioniste. L'objectif final des « sionistes de gauche » est le même que celui de tous les autres sionistes : un État colonial occupant toute la Palestine et même plus (le Grand Israël), débarrassé des Palestiniens.

Les faits sont têtus. C'est Ehud Barak, alors premier ministre et principal dirigeant du Parti travailliste qui, en 2000, avait lancé l'image, aujourd'hui suremployée par Netanyahu, d'un État sioniste comme un point isolé de la « démocratie » (lire : un camp avancé de l'impérialisme occidental) au milieu d'un environnement de sauvage avec sa formule : « la villa dans la jungle ».

Par ailleurs, le 20 mai 2024, plus de quarante membres de l'opposition ont signé une pétition condamnant comme antisémite la demande du procureur de la Cour pénale internationale (CPI), affirmant que « *l'armée israélienne est la plus morale au monde* » et que « *nos soldats héroïques combattent avec courage et une moralité sans égale, conformément au droit international* ». Autre exemple, fin juin 2025 : des membres du parti du centre YeshAtid de YaïrLapid, eux aussi dans l'opposition, ont voté pour la suspension du député palestinien d'Israël communiste Ayman Odeh, simplement parce qu'il a osé se réjouir de la libération de prisonniers palestiniens.

La « démocratie », telle que l'entendent les idéologues du Capital n'est jamais que la démocratie bourgeoise et les présentations idylliques qu'ils en font sont autant de mensonges. Il n'existe de démocratie véritable dans aucun État capitaliste. Mais l'entité sioniste n'a même pas la devanture des autres démocraties bourgeoises, car elle demeure subordonnée au projet nationaliste et colonial.

Macron, chantre de la reconnaissance de la Palestine, dans quel but ?

Récemment accusé « d'antisémitisme » par une lettre de Netanyahu, Macron lui a répondu. Sa réponse devrait définitivement convaincre les naïfs que la position de Macron sur la soi-disant « reconnaissance de l'État de Palestine » n'est certainement pas une chose à saluer, même du bout des lèvres.

Non seulement, Macron se vante, dans sa réponse, d'assimiler antisionisme et antisémitisme, mais ensuite, il développe les raisons de ses actions à l'ONU et notamment la « reconnaissance » d'un bantoustan palestinien non

armé. L'action de Macron vise donc, selon ses dires, « à transformer les gains militaires obtenus par Israël sur les fronts régionaux en une victoire politique durable, au bénéfice de sa sécurité et de sa prospérité. [...] pour assurer la pleine intégration régionale d'Israël au Moyen Orient, [...] sa normalisation, [...] la fin du Hamas. ». La France de Macron ne défend clairement pas les Palestiniens, elle défend le sionisme.

Seule une orientation anticolonialiste claire permet de soutenir la libération de la Palestine

Face à nos *media* et à Macron, défenseurs du sionisme, aux idiots utiles du sionisme et aux faux anticolonialistes, une défense de la libération nationale palestinienne sur une base de classe, en refusant les raccourcis permet seule d'expliquer la nature de la situation en Palestine et d'amplifier le combat de la solidarité. La victoire récente constituée par la libération de Georges Abdallah le prouve.

La lutte sur une ligne anti-impérialiste, revendiquant la fin de l'État colonial sioniste permet des victoires et permet d'avancer vers la libération de la nation palestinienne.

A cet égard, nous saluons une nouvelle fois le travail de la Campagne Unitaire pour la libération de Georges Abdallah qui a permis que le mouvement pour la libération nationale de la Palestine soit amplifié et affermi. Nous en profitons pour rappeler notre position au sujet de la Campagne Unitaire.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, la « Campagne unitaire » doit perdurer et se fixer l'objectif de devenir le lieu du rassemblement de toutes celles et tous ceux qui soutiennent la libération nationale de la Palestine et sa Résistance armée, pour apporter notre contribution militante, en France contre nos capitalistes et leurs tenants, à « la Palestine libre du fleuve à la mer ».

^[1]<https://orientxxi.info/magazine/gaza-le-retour-du-hamas-a-la-tactique-de-la-guerilla>,8464